

VIANDE BOVINE

Didier Guillaume défavorable à un prix minimum

RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

🕒 20.04.20

viande bovine (/tag/viande bovine)

FNB (Fédération nationale bovine) (/tag/FNB (Fédération nationale bovine))

ministère de l'Agriculture (/tag/ministère de l'Agriculture)

Confédération paysanne (/tag/Confédération paysanne)

coronavirus (/tag/coronavirus)



Didier Guillaume, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, lors du congrès de la Fédération nationale bovine (FNB) le 6 février 2020. © L. Pouchard

Interrogé par le député Jean-Baptiste Moreau (LREM) sur les difficultés que traverse la filière bovine, Didier Guillaume rejette la demande de la Fédération nationale bovine (FNB) « d'instaurer un prix minimum payé aux éleveurs pendant l'état d'urgence sanitaire ».

Lors d'une audition devant la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale le 16 avril 2020 (<http://www.lafranceagricole.fr/actualites/gestion-et-droit/parole-de-ministre-la-filiere-horticole-aura-un-plan-specifique-1,13,1245778939.html>) concernant les conséquences du **coronavirus Covid-19**, **Didier Guillaume** a dit entendre les demandes des éleveurs de bovins à viande à garantir un prix payé minimum à hauteur de leurs coûts de production, « même si ce n'est pas l'État qui peut le fixer », ajoute-t-il.

Dans l'attente d'obtenir de meilleurs prix en viande bovine, la (<http://www.lafranceagricole.fr/actualites/elevage/viande-bovine-la-fnb-appelle-aretenir-les-animaux-en-ferme-1,13,1170360977.html>) FNB (<http://www.lafranceagricole.fr/actualites/elevage/viande-bovine-la-fnb-appelle-aretenir-les-animaux-en-ferme-1,13,1170360977.html>) avait appelé les éleveurs le 15 avril « à retenir en ferme, au maximum, leurs animaux (<http://www.lafranceagricole.fr/actualites/elevage/viande-bovine-la-fnb-appelle-aretenir-les-animaux-en-ferme-1,13,1170360977.html>). » Un mouvement également soutenu par la **Confédération paysanne**. « Le gouvernement ferme les yeux sur le **chantage financier inacceptable** exercé par les industriels auprès des éleveurs », estimait le syndicat le 17 avril dernier. Il en appelait ainsi « à la **responsabilité des politiques** comme de l'ensemble des acteurs économiques. » « Si tous les éleveurs retiennent leurs animaux dans les cours de ferme, ça fera forcément poser des questions aux **abattoirs** », admet le ministre.

L'argent public, « pas une bonne mesure »

En cette période de crise, où les « prix aux producteurs ont baissé de 10 à 20 centimes au kg suivant les catégories de bovins, nous sommes bien loin de la loi de l'offre et de la demande », dénonce **Jean-Baptiste Moreau**. Faisant référence aux filières ovines et bovinées allaitantes, « l'**aval des filières a rétabli ses marges**, en sacrifiant bien souvent celles des agriculteurs », indique le député de la Creuse.

« C'est depuis ma ferme en **#Creuse** (https://twitter.com/hashtag/Creuse?src=hash&ref_src=twsrc%5Etfw) que je lance un cri d'alerte: notre agriculture est en danger!

Cela menace notre souveraineté alimentaire en France et en **#Europe** (https://twitter.com/hashtag/Europe?src=hash&ref_src=twsrc%5Etfw). Il est urgent de se reposer la question de l'intervention publique.

Tribune complète <https://t.co/pylaWSIryH> (<https://t.co/pylaWSIryH>) [pic.twitter.com/ff5Uieb5qI](https://t.co/ff5Uieb5qI) (<https://t.co/ff5Uieb5qI>) »

– Jean Baptiste Moreau (@moreaujb23) **April 19, 2020** (https://twitter.com/moreaujb23/status/12518118763186094ref_src=twsrc%5Etfw)

« Il est vrai que, globalement, dans la complexité de la filière du bovin à viande, la loi Egalim et le **principe d'inversion de la construction du prix** n'a pas encore porté ses fruits, reconnaît Didier Guillaume. Parmi les nombreux intervenants au sein de la chaîne, peut-être que **certaines ne jouent pas totalement le jeu**. [...] Aujourd'hui, il n'y a aucune raison acceptable que le prix payé à l'éleveur baisse alors qu'il y a une demande qui augmente. »

Concernant la demande portée par la FNB, Didier Guillaume répond : « Un prix garanti par un marché équilibré, pourquoi pas ? mais un prix d'intervention **où l'argent public viendrait durablement entériner le déséquilibre**, je pense que ce n'est pas une bonne mesure. » Le ministre, qui pense que le sujet des prix dans le cadre de la loi Egalim doit être « réglé plus conjoncturellement », compte « revenir prochainement » vers le président de la FNB, Bruno Dufayet pour un entretien.

Lucie Pouchard